

Abidjan, Côte d'Ivoire, 10 juillet (Infosplusgabon) - Un nouveau rapport du Panel Malabo-Montpellier souligne les opportunités de la mécanisation réussie de l'agriculture en Afrique dans l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de création d'emplois durables dans les communautés rurales.

Le rapport titré "Mécanisation - Transformer les chaînes de valeur agricoles en Afrique" qui présente l'état des lieux de la mécanisation de l'agriculture en Afrique, où environ 85 pour cent de l'activité agricole est réalisée manuellement, relève les opportunités d'une mécanisation réussie.

Ainsi, une mécanisation réussie de l'agriculture favorise l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.

Selon les estimations, environ un million de tonnes de riz usiné supplémentaires pourrait être disponibles en Afrique, en réduisant de moitié les pertes post-récoltes grâce à l'utilisation de meuleuses adaptées et cette technologie pourrait potentiellement permettre à près de trois millions de riziculteurs de sortir de la pauvreté.

Il a été prouvé que l'accès à une logistique de transport efficace augmente les revenus des agriculteurs de 10 pour cent, voire jusqu'à 100 pour cent.

Les avantages sociaux potentiels incluent la réduction de la pénibilité du travail agricole, l'amélioration des moyens de subsistance et de la qualité de vie à travers le continent, en particulier pour les agricultrices.

Par exemple, une étude au Kenya a montré que relier les agriculteurs aux chaînes de supermarchés - ce qui suppose une mécanisation accrue des exploitations agricoles et des processus post-récoltes - augmente les revenus des agriculteurs et améliore le régime alimentaire de leur famille, ce qui se traduit par une augmentation de 15 à 20 pour cent de la consommation en énergie, en fer et en zinc.

Le rapport indique que grâce aux progrès de l'énergie renouvelable et de la technologie numérique, l'Afrique a la possibilité de survoler les étapes du développement technologique que d'autres systèmes agricoles ont franchi.

De plus, grâce à la "uberisation" et à d'autres modèles de services de location, le coût de l'accès peut être réduit, ce qui permettrait aux petits agriculteurs d'entrer dans la sphère de la mécanisation et de promouvoir une économie du partage qui constitue une alternative viable aux coûteux programmes de subventions et aux programmes d'achat et de distribution gérés par le gouvernement.

La mécanisation présente des opportunités en matière d'emplois durables pour les communautés rurales, en permettant de juguler l'exode rural.

"Notre rapport brise le mythe selon lequel la mécanisation de l'agriculture africaine va entraîner une diminution de l'emploi. Lorsqu'elle est bien réalisée, elle peut améliorer l'emploi. L'emploi rural est essentiel pour réduire la pauvreté, la migration et l'instabilité politique, faisant par là même de la mécanisation un investissement judicieux pour les objectifs de paix et de sécurité", a commenté le co-président du Panel Malabo-Montpellier, Ousmane Badiane.

Le rapport analyse aussi les réussites des dirigeants politiques, mais aussi les changements institutionnels et les interventions politiques et programmatiques mis en place pour mécaniser durablement les chaînes de valeur alimentaires dans sept pays africains que sont l'Éthiopie, le Maroc, le Mali, le Rwanda, la Tanzanie, le Malawi et la Zambie.

Le taux de croissance annuel moyen de la production de machineries et le taux de croissance de la production agricole ont été utilisés pour mesurer les efforts des pays en matière de mécanisation.

Parmi les exemples de réussite, on peut citer le Rwanda où les principaux programmes de mécanisation comprennent des services de location et des centres de formation gérés par le

gouvernement, ainsi que la création d'un département de Mécanisation agricole à l'Université du Rwanda. Un département dédié à l'Agriculture à la Banque rwandaise de développement (BRD) se concentre également sur le financement du développement et la modernisation de l'agriculture.

En Ethiopie, le gouvernement a créé en 2010 une organisation axée sur les résultats, l'Agence de transformation de l'agriculture, qui a pour objectif de renforcer les capacités des principales parties prenantes à réaliser la transformation de l'agriculture.

Enfin, le Maroc dispose d'un département Agronomie et machines agricoles, qui conçoit et développe des machines et des outils spécifiques aux systèmes d'exploitation marocains. Plusieurs mesures fiscales ont été mises en place. Entre autres, l'exonération de la Taxe sur la valeur ajoutée avec droit de déduction applicable à une grande partie du matériel agricole, notamment les tracteurs, moissonneuses-batteuses et motoculteurs, ainsi que les subventions pour l'acquisition de matériel agricole, variant de 30 à 70 pour cent selon le type d'équipement.

En outre, le Maroc a créé 52 Centres de formation professionnelle agricole à travers le pays.

Les sept recommandations énoncées dans le rapport sont axées sur développer des plans nationaux d'investissement dans la mécanisation agricole dans le cadre des Plans nationaux d'investissement agricole des pays, mettre l'accent sur les voies de la mécanisation et les stratégies qui génèrent de nouvelles opportunités d'emploi, donner la priorité à la mécanisation

tout au long de la chaîne de valeur alimentaire et non pas uniquement au niveau de la production et investir dans les infrastructures de soutien, comme les systèmes d'irrigation et les réseaux électriques.

D'autre part, il s'agit aussi d'inciter le secteur privé à investir dans la mécanisation, à travers des exonérations fiscales et des subventions intelligentes, d'utiliser des partenariats public-privé pour développer des industries de machineries locales, afin d'assurer une technologie abordable et appropriée et de fournir des services localisés qui associent la demande des agriculteurs aux technologies appropriées.

Le rapport a été présenté ce mardi à Lilongwe, au Malawi, lors du Forum Malabo-Montpellier co-présidé par le vice-président malawite, Saulos Klaus Chilima et le ministre d'Etat béninois de la Planification et du Développement, Abdoulaye Bio-Tchané.

Le Panel Malabo-Montpellier est composé de 17 éminents experts africains et internationaux qui œuvrent à la promotion des données probantes et du dialogue pour contribuer à faire progresser le continent africain, dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) de la Déclaration de Malabo de 2014.

© Copyright Infosplusgabon